

Les partis s'arrachent le vote des Européens

- Les 37.000 électeurs européens constituent un enjeu de taille de ces communales.
- Courriers et invitations à tout-va, candidats étrangers, programmes adaptés : les partis font tout pour rallier ceux qui représenteront peut-être un jour un tiers des voix.

Midi. Place du Luxembourg, à Bruxelles. Les files s'allongent devant les food trucks. Les terrasses se remplissent. Vin blanc et fruits de mer. Badge autour du cou, les fonctionnaires, cadres et autres chargés de mission quittent l'enceinte de l'Espace Léopold pour rejoindre ce quartier qui est le leur, européen. Loin de se douter que les regards politiques belgo-bruxellois louchaient dans leur direction. Ni qu'ils sont un des enjeux d'un scrutin local qu'ils ont du mal à s'approprier.

Après quinze années passées sur le sol belge, Federica, chemisier blanc et cheveux courts, s'est inscrite pour la première fois comme électrice auprès de sa commune, Ixelles. « Parce que j'ai été adoptée par la Belgique, maintenant j'adopte aussi la Belgique », explique la fonctionnaire de 43 ans, avec un petit accent italien. Et puis, c'est mon quartier, ma commune, j'ai envie d'avoir une façon de m'exprimer. Si on ne vote pas, on ne peut pas non plus venir se plaindre après. »

La politique de Babel

Elle fait partie des 37.232 électeurs européens disposés à voter le 14 octobre à Bruxelles. Soit 16,75 % de l'ensemble des 222.242 électeurs européens potentiels. Et 5,86 % de l'ensemble de l'électorat bruxellois, toutes nationalités confondues. Une frange de la population cajolée par les instances publiques et politiques ces dernières semaines. Et pour cause : si l'ensemble de ces électeurs européens étaient inscrits, ils représenteraient 25,50 % de l'électorat bruxellois. Auxquels viendraient s'ajouter les 7,25 % d'électeurs

étrangers hors UE. Voilà un tiers de voix en plus, à convaincre, à conquérir, à séduire.

« S'ils s'inscrivent massivement dans toutes les communes, analyse la présidente du PS bruxellois, Laurette Onkelinx, ça devient un poids électoral qui peut changer des projets politiques locaux en prenant beaucoup mieux en compte leur point de vue. Ce poids est immense. »

Alors, on a d'abord cherché à les convaincre de s'inscrire. « Il n'y a pas eu de calcul électoral, assure la ministre bruxelloise humaniste Céline Frémault, mais une réelle sincérité dans la conviction d'inscrire un maximum de citoyens européens, car leur avis compte. »

Toujours interdits de scrutin régional, les non-Belges souhaitant se rendre dans l'isoloir pour les communales devaient en effet rendre un formulaire pour le 31 juillet. La boîte aux lettres de ces VIP s'est remplie tout l'été d'invitations à des séances de sensibilisation, de formulaires d'inscription en français et en néerlandais, de lettres d'information dans leur langue maternelle, comme à Saint-Gilles.

A Ixelles, la section locale d'Ecolo a fait circuler dans les rues et quartiers une « voting box » pour compléter le formulaire d'inscription tandis que le CDH a envoyé un mail à tous les assistants du Parlement européen. Quand ce n'est pas Rachid Madrane, tête de liste PS à Etterbeek, qui monte sur une chaise à une terrasse de café : « Inscrivez-vous ! »

Par vidéo, Fabian Maingain, tête de liste Défi à la Ville de Bruxelles, leur dit « Buenos días », « Buon giorno » et « Hallo » avant

de leur expliquer la procédure en anglais. « *What are you doing on the 14th of October ?* », les hèle Jeremy van Gorp, tête de liste MR à Auderghem. « *Vous pouvez faire la différence* », martèle le ministre libéral des Affaires étrangères et président de la section bruxelloise, Didier Reynnders.

On tente de les séduire, ensuite. Les listes font appel à des recrues étrangères. Environ une soixantaine sur 600 candidats bruxellois pour le PS et le MR. Jusqu'à dix à Etterbeek pour le PS et à Saint-Gilles pour le MR, par exemple. Le Parti socialiste, lui, fait appel à ses partis frères – le PSOE espagnol, le PS français ou encore le Labour britannique. Même si peu pensent que le vote communautaire fonctionne auprès des électeurs étrangers.

Du coup, à Watermael-Boitsfort, ceux qui figurent sur le registre électoral ont reçu une invitation (en anglais) des verts à une rencontre en présence d'Isabelle Durant, ancienne vice-présidente du Parlement européen,

précise la lettre. Et à Woluwe-Saint-Pierre, 250 personnes sont venues écouter Herman Van Rompuy autour du thème « Europe is your future » à l'initiative du CDH, qui a même proposé des ateliers pour expats à Etterbeek. Les programmes se teignent aussi de bleu étoilé, avec la proposition d'un comité citoyen pour l'Europe faite par le CDH à Uccle.

Des électeurs qui font peur

Si tous se préparent tous azimuts, c'est que cet électorat potentiellement puissant, aux habitudes inconnues, est une « source d'angoisse supplémentaire », remarque Carlo Luyckx, échevin socialiste à Saint-Gilles et ancien

directeur du Bureau de liaison Bruxelles-Europe. Car il peut changer la donne ! Surtout là où les majorités dépendent d'un siège, ajoute-t-il. « *Des partis au pouvoir ont peur de changer l'équilibre, mais c'est ça, la démocratie* », souligne Bertrand Wert, candidat Ecolo de nationalité française à Ixelles, affirmant vouloir « *bouleverser le jeu politique* ». « *C'est vrai qu'on sent*

bien que, malgré les grands débats sur le vote des étrangers, ceux qui sont intervenus le plus fort sur le sujet ne font pas grand-chose pour que les étrangers votent », fronde Didier Reyniers, le regard à gauche.

Pour Benoît Hellings, tête de liste Ecolo à la Ville de Bruxelles, « *les aspirations des Européens qui vivent à Bruxelles pourraient privilégier certains partis, globalement ils votent soit pour les libéraux, soit pour nous* ». Cliché, rétorquent les autres, s'attendant à ce qu'ils votent pour l'équivalent belge de leur parti national favori.

A la fois opportunité et source d'incertitude, cet électorat attentif, qui vote pour la première fois et fait s'agiter la classe politique, renvoie les candidats à leur responsabilité politique et les « *pousse à mieux faire leur travail et mieux développer leur programme* », remarque Michaël Vissaert, président du Défi bruxellois. « *La beauté de la démocratie* », salue Luis Plamas Herrera, candidat socialiste espagnol à Woluwe-Saint-Pierre. ■

SOPHIE MIGNON

L'ESPAGNOLE

Elvira, 32 ans

« *C'est un sentiment étrange : je ne me sens pas attachée à Bruxelles, je suis venue pour les institutions qui, par hasard, se trouvent en Belgique, explique Elvira Hernandez Alvado, 32 ans. Je devrais faire plus attention au fait que j'habite ici. Je travaille pour un groupe politique, je devrais être plus intéressée par le vote. Mais la politique est difficile à comprendre.* » Du coup, l'Espagnole a oublié de s'inscrire comme électrice. « *Honte à moi !, s'exclame celle qui habite en Belgique depuis neuf ans. Je voyage beaucoup... Quand j'ai voulu le faire, le délai était dépassé.* » Sauf qu'Elvira recevra tout de même une convocation : inscrite au scrutin de 2012, elle n'a plus besoin de se signaler auprès de sa commune. La preuve que les Européens ne sont pas suffisamment informés sur le système d'inscription...

SO.M.

LE FRANÇAIS

Fabien, 48 ans

« *Cela fait deux, trois fois que je vote aux élections communales, rapporte Fabien Valli, fonctionnaire européen. C'est un droit européen important.* » Si les élections ne se sont pas encore invitées à la table des discussions parmi les expatriés, l'homme de 48 ans connaît un grand nombre d'inscrits parmi ses proches. « *Je ne sais pas si cela peut changer la donne, réfléchit-il, mais il y a de plus en plus d'Européens qui s'inscrivent progressivement.* » Le Français se dit plus sensible au discours qu'à l'appartenance des candidats pour qui il vote. « *Qu'ils soient français ou pas, ça m'est égal, balance-t-il. Mais cela peut sans doute jouer pour certains.* » Soucieux des questions de justice sociale et d'environnement, il porte davantage d'attention à la propreté dans sa commune d'Uccle.

SO.M.

L'ITALIEN

Gianluca, 45 ans

« *Je me suis inscrit aux élections, affirme Gianluca, fonctionnaire européen de 45 ans. J'ai des amis qui sont sur les listes et donc, je donne un coup de main. Je vis dans mon quartier, donc pourquoi pas ?* » Mais pour lui, il y a aussi une autre raison à cet intérêt pour la chose politique : « *Ma femme est belge, je suis un peu plus dans le tissu social.* » Contrairement à ces Européens qui voyagent beaucoup et sont souvent absents le week-end. Toutefois, le quadragénaire, qui ne se sent pas particulièrement ciblé par la campagne, reconnaît que l'obligation de voter peut être un frein pour les électeurs non belges : « *Je n'aime pas énormément cette idée. On a le droit de ne pas voter.* »

La thématique locale primordiale pour ce père de famille : la circulation, « *infernale, comme à Rome !* ».

SO.M.

désaffection Des électeurs dans leur « bulle »

Le nombre absolu d'électeurs non belges inscrits pour voter le 14 octobre a augmenté partout en Belgique, ce qui se traduit logiquement par une « *augmentation significative du poids électoral des résidents étrangers* », constate Louise Nikolic, docteure en sciences sociales et politiques à l'ULB. Toutefois, au niveau national, le taux d'inscriptions reste stable. Avec de grandes disparités nord-sud : un taux d'environ 10 % en Flandre, en baisse par rapport à 2012, et de 26 % d'inscrits (- 2 %) parmi les électeurs européens résidant en Wallonie. Il n'y a qu'à Bruxelles que la tendance est à la hausse : + 3 %. Et globalement, d'après un rapport publié début 2018 par la Commission européenne, la Belgique est à la traîne.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer pourquoi le taux d'électeurs peine à décoller, malgré la « *stratégie avec laquelle les partis tentent de cibler une "niche" électorale spécifique* ».

Une campagne de sensibilisation variable. « *La mobilisation a été très variable d'une commune et d'une Région à l'autre* » pour informer les électeurs potentiels de leur droit de s'inscrire sur les listes électeurs, constate Louise Nikolic. « *Les actions de sensibilisation peuvent être organisées par la commune, par la Région ou par des associations locales. Par exemple, cette année, en Région bruxelloise, il y a eu une très forte mobilisation de la part de différentes associations de terrain* » avec des résultats qui se traduisent dans les chiffres. D'autant plus, ajoute Emilie Van Haute, directrice adjointe du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB, que « *les partis et autorités communales ont mené des tenta-*

tives de communication parfois tardives et pendant l'été ». La politologue regrette cette mobilisation qu'elle juge tardive et qui n'est pas toujours menée dans toutes les langues, ce qui augmente pourtant le taux d'inscrits.

La « *bulle européenne* ». « *Le fait de ne pas se sentir intégré dans sa commune et de se sentir discriminé* » constitue aussi un frein à l'inscription, ajoute Louise Nikolic. Et puis, il y a la spécificité de ce qu'on appelle la « *bulle européenne* » : ce sont des personnes « *qui ne sont pas à Bruxelles depuis longtemps, très mobiles, qui ne comptent pas spécialement rester et gardent un ancrage dans leur pays d'origine* », détaille la chercheuse du Cevipol.

Des démarches lourdes. L'inscription en tant qu'électeur dans sa commune est une démarche lourde, parfois simplifiée par des formulaires en ligne ou traduits dans la langue maternelle du citoyen. Plusieurs candidats, dont Bertrand Wert (Ecolo) à Ixelles, plaident pour une inscription automatique des non-Belges, proposée lors de l'enregistrement à la commune. Comme c'est le cas aux Pays-Bas, par exemple.

L'obligation d'aller voter une fois qu'ils sont inscrits freine particulièrement ces citoyens très mobiles, remarque Emilie Van Haute. Nombreux craignent les amendes, voire l'obligation de voter à vie. Or, ajoute Louise Nikolic, « *on n'informe pas assez sur le fait qu'il est possible de se désinscrire à tout moment et qu'on peut donner procuration à quelqu'un si on ne se trouve pas en Belgique au moment des élections* ». Sans oublier, cerise sur le gâteau, la complexité de notre système politique belge... ■

So.M.

ENGAGEMENT**Français, espagnols, danois... et candidats aux communales bruxelloises**

Ils sont parfois dix sur la même liste. Candidats, ils peuvent devenir conseillers communaux, présidents de CPAS ou échevins. Pas bourgmestres. Tous ont à cœur le vote de leurs concitoyens.

► **Les « frères ».** Active aussi bien dans le PS belge que français, Cécilia Gondard a tout naturellement répondu positivement à l'appel du PS d'Etterbeek. Membre du PSOE espagnol, Luis Plamas Herrera, lui aussi, s'est « mis à disposition de l'équipe » socialiste belge de Woluwe-Saint-Pierre, « pour un peu casser cette image de ceux qu'on appelle de manière péjorative des expats qui viennent habiter à Bruxelles mais ne vivent pas avec les résidents belges ».

► **Les militants.** « Depuis des années, je suis très impliquée dans le quartier où j'habite pour connaître, participer et améliorer la vie de quartier », explique Nora Bednarski, qui se porte candidate pour la première fois sur la liste Ecolo à Ixelles. Ce qui a poussé l'employée des institutions européennes à s'intéresser de plus près aux politiques différentes et à en devenir elle-même actrice. Cette Polonaise ayant grandi

au Canada se pose en candidate d'ouverture : « Nous devons éviter de voir les choses comme "vous" et "nous". Nous sommes Bruxellois tous ensemble. » Pro-européen convaincu, son colistier français Bertrand Wert a voulu faire usage de son droit à se présenter. Lui aussi membre du mouvement « 1 Brusseleir, 1 vote », en faveur du vote des étrangers à tous les niveaux de pouvoir, il est pour la citoyenneté de résidence.

► **Ceux qui sont tombés dedans...** Française naturalisée belge, Catherine Roba-Rabier a grandi dans les milieux européens : « Mon père était le chef de cabinet de Jean Monnet », l'un des fondateurs de l'Europe. C'est tout naturellement qu'elle a commencé à s'impliquer dans la politique belge en 2000, dès que les Européens ont pu voter. « J'ai estimé que c'était de mon devoir », souligne l'échevine en charge des Affaires européennes et tête de liste CDH à Uccle.

A son arrivée en Belgique en 2000, Caroline Laporte a appris les rouages du système belge en travaillant, sans arrière-pensées politiques, dans un ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Candidate en 2006, elle remplace au pied levé Alain Destexhe pour pousser la liste MR d'Ixelles.

SO.M.